

# RÉSISTONS AUX ATTAQUES PORTÉES À LA SANTÉ MONDIALE ET AU RECOL DE LA DÉMOCRATIE

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 7 AVRIL 2025

A l'occasion de la Journée mondiale de la santé du lundi 7 avril 2025, la LDH (Ligue des droits de l'Homme) réaffirme l'urgence absolue d'un service public de santé d'égale qualité partout, pour toutes et tous, et rappelle les revendications qu'elle porte aux côtés de nombreux partenaires associatifs et syndicaux.

Alors que, dans l'Hexagone, les budgets de la santé et de la protection sociale, déjà très insuffisants pour réduire les inégalités sociales et territoriales de santé, risquent d'être rabotés par le « réarmement » annoncé de la France et de l'Europe, la LDH demande aux pouvoirs publics d'agir au plus vite pour :

- déployer une ambitieuse politique de prévention, en amont du soin, qui agisse sur les causes environnementales et sociales afin de réduire l'incidence accrue des cancers et maladies chroniques, ce qui s'accompagnerait d'économies pour la Sécurité sociale ;
- encourager, partout sur le territoire, la création de centres de santé publics de proximité en lien avec les hôpitaux, y compris en psychiatrie ;
- stopper toute fermeture de services et d'hôpitaux publics participant au service public (sauf celles qui résulteraient de projets élaborés démocratiquement avec les soignant-e-s et les patient-e-s) ;
- concevoir un plan de formation et de recrutement de soignant-e-s en nombre suffisant pour améliorer les conditions de soin et d'accompagnement des patient-e-s ;
- stopper l'incitation des directions d'hôpitaux publics à externaliser des fonctions entières (telles que l'entretien des chambres et des locaux de soins, les analyses biologiques et anatomopathologiques, la restauration, l'informatique et la protection des données) au détriment du travail collectif des équipes soignantes et de la qualité des soins ;
- stopper la financiarisation et la privatisation du système de santé, qui s'opèrent souvent au détriment des patient-e-s et pillent indirectement la Sécurité sociale pour enrichir des actionnaires sous-fiscalisés.

La LDH exhorte le gouvernement français à ne pas autoriser le transfert aux Etats-Unis des données de santé de 10 millions de Françaises et Français alors que les protections qu'assurent les lois françaises et européennes n'y sont pas reconnues, et sont même combattues par les autorités désormais au pouvoir.



S'agissant des Etats-Unis, les premières mesures prises par Donald Trump depuis son élection à la présidence font peser des menaces inédites sur la santé mondiale. Outre le désengagement de l'accord de Paris sur le climat, le retrait états-unien de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les coupes massives opérées dans les financements et les personnels des équipes de recherche, notamment en virologie, vont avoir des répercussions majeures.

Le gel des programmes de l'agence de développement international USAID, notamment ses programmes de lutte contre le paludisme, la tuberculose ou Ebola, de même que l'arrêt du Plan d'urgence du président pour la lutte contre le sida (PEPFAR) vont rapidement avoir des conséquences dramatiques, notamment en Afrique et en Amérique du Sud. Ces mesures mettent en danger des millions de vies dans le monde, dont aux Etats-Unis puisque les pandémies ne connaissent pas de frontières.

Sur le plan intérieur, les réductions drastiques de financements et de personnels en cours vont se traduire par des reculs en matière de surveillance des médicaments, de recherche médicale et biomédicale et de contrôle des épidémies. Des réductions budgétaires sont également envisagées au détriment des dispositifs de protection sociale Medicare, Medicaid et ACA (Obamacare).

En parallèle, dans la grande tradition des dictatures décrites par George Orwell, des décisions ont été prises pour interdire l'utilisation de certains mots (comme IVG, genre ou discrimination) et supprimer l'accès à des données sur la santé ou les inégalités... Ces interdictions aberrantes s'inscrivent dans un combat idéologique, qui se traduit par la mise en cause radicale de droits : droits des personnes trans, droit à l'avortement, droits des personnes migrantes.

C'est bien une offensive globale qui est à l'œuvre et qu'illustrent les attaques dans le champ de la santé, visant au premier chef les personnes pauvres, des personnes jugées différentes ou des personnes considérées comme inférieures (les femmes par exemple). Du déni de la science à la négation de toute responsabilité des institutions en matière de solidarité, se déploie toute la panoplie des armes de l'extrême droite lorsqu'elle arrive au pouvoir.

Le débat public dans l'Union européenne (UE) et ses Etats membres intègre de plus en plus des éléments remettant en cause l'universalité de l'accès à des droits et introduisant des limites à la démocratie et aux libertés publiques. Il est indispensable que ce qui se passe aux Etats-Unis amène une prise de conscience salutaire en Europe.

La LDH appelle les pouvoirs publics, européens et français, à répondre à la dérive de l'extrême droite états-unienne par des politiques qui réancrent



l'action publique dans **la primauté d'une société inclusive fondée sur l'universalité des droits.**

COMMUNIQUÉ

**La LDH appelle à soutenir les actions organisées dans de nombreuses villes lors de la Journée mondiale de la santé du lundi 7 avril 2025 et dans les semaines qui suivent.**

